



62

Au sommaire de ce numéro

Les 3 C ou les communications mensongères de la classe patronale.....	2
Retour du Bénin, par <i>Pierre Colas</i> .....	3
Rêver le travail, débat à Montrouge à la suite d'un film de <i>Marcel Trillat</i> .....	3
Saison brune, de <i>Philippe Squarzoni</i> , lu par <i>Eric Colas</i> .....	6
Courrier des lecteurs, Agenda .....	7

## Pouvez-vous imaginer un monde sans Attac ?

**Attac a besoin de vous !  
Vous pouvez encore régler votre cotisation 2012**

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

*Le prochain numéro paraîtra début janvier*

**Diffusez, par courriel ou sur papier...**

Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.

**Faites leur plaisir!**

## La nécessaire réindustrialisation de la France *Jean-Louis Michniak*

**Stopper l' affaiblissement industriel de la France est une des conditions majeures pour lutter contre le déclin de notre pays, à condition que cela se fasse dans le respect de l' environnement, incluant une volonté publique de transition énergétique.** Dans le magazine L'Humanité-Dimanche du 22 Nov. 2012, il y a plusieurs articles pertinents sur ce sujet, devenu une préoccupation forte depuis plusieurs années. Ainsi, Alain Bocquet, député PCF du Nord, ancien Président de la Commission parlementaire sur l' industrie ferroviaire remarque que "l'industrie est devenue tendance, et c'est tant mieux" ; il a bien raison !

Si beaucoup de décideurs, qui expliquaient auparavant que l' industrie c' était dépassé, changent à présent de discours, Alain Bocquet explique que "par nature, le capitalisme français est plutôt usuraire ('capitalisme de rentier'), ce qui n' est pas le cas du capitalisme allemand. C' est lié à l' histoire . . . c' est une culture qui s' est installée, dans le monde économique, dans le monde politique, tous gouvernements confondus. L' industrie ne représente plus chez nous que 14 % du PIB . . . ; en Allemagne, l' industrie oscille actuellement autour de 30-33 % du PIB.

Il s' agit de choix fondamentaux dont on a du mal à se relever aujourd' hui.

Même la droite a conscience de cette dégringolade, puisque lors du dernier quinquennat elle s' est sentie obligée d' organiser des Etats Généraux de l' Industrie ! Il faut que l' on remonte la pente dans les 5 ou 10 ans qui viennent! "

Cet élu, très déterminé et imaginatif (il ne se contente pas d' être dans le registre du constat ou de la lamentation!) , ne cache pas l'énorme effort qu' il va falloir accomplir pour parvenir à une réelle réindustrialisation: changer les mentalités, modifier la logique de notre système institutionnel, revoir les formations, véritablement tournées vers des industries de demain .

Alain Bocquet ajoute aussi " on ne donne plus envie aux jeunes d' aller travailler dans des usines pour fabriquer des trains, des voitures. Hormis dans l' aéronautique, il n' existe plus de véritables filières en France. Or, l' avenir de l' industrie passe aussi par des filières complètes, de la formation à la production, en passant par les sous-traitants!"

Il regrette aussi "la frilosité des banques vis-à-vis de l' industrie,... le manque d' entreprises de taille intermédiaire ." Cependant, il indique que "l' investissement productif doit être placé sous la surveillance d' un comité de contrôle de l' utilisation de l' argent public.

C' est le problème de la démocratie économique qui est posé ... il faut créer un système de suivi de stratégie et de développement au plus près des territoires concernés."

Quant à Jean-Christophe Le Duigou, économiste et syndicaliste (ancien Secrétaire confédéral de la CGT), il affirme, en résumé, qu' il y a une justification d' une nouvelle politique industrielle, autour de 5 priorités: la nature de l' emploi, la recherche et l' innovation, une nouvelle politique énergétique, le financement des entreprises industrielles, et l' intervention des salariés dans les choix stratégiques."

En effet, je pense également que la question du développement de l' emploi industriel, écologique, correspondant aux besoins sociaux est au coeur de notre économie.

Bien sûr, on ne parle pas de mettre en place une autarcie, qui rejeterait toutes formes de coopérations mutuellement avantageuses! Ce serait tourner le dos à nos valeurs altermondialistes.

**Il se murmure**, par delà le bruit, la fureur et le fracas des destructions d'emploi quotidiennes, des vociférations des sarkozistes et des patrons, que se tient une négociation nationale sur l'emploi. Nous n'en avons qu'un écho, celui des exigences patronales, à l'arrogance sans limite, véhiculées par les médias dont ils sont propriétaires. En fait de « compromis historique », ils veulent une flexibilité syndicale sans limite. Une reddition.

### **Les 3 « C » ou les communications mensongères de la c(l)asse patronale**

Les 3 « C » ? **Chômage**, **Coût du Travail**, **Compétitivité** (et sa variante intégriste « CC », le Choc de Compétitivité). Ce verbiage emplît les grands médias, enfle et gonfle comme une calomnie permanente contre le Travail. Quels sont les enjeux véritables de ce bourrage de crâne ? Décryptage.

**Coût du travail** : le terme en soi constitue déjà un mensonge. Le Travail humain a bien un coût, mais pas grand-chose comparé aux valeurs que lui et lui seul crée. Traiter le salaire comme un coût est déjà une déclaration de guerre contre les revenus du Travail au nom des revenus du Capital, c'est-à-dire les profits.

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance net est de 1118,44 euros pour 35 heures au 1er juillet 2012. Les salariés payés exactement au SMIC ou selon une rémunération avoisinant le SMIC sont plus de 40% des 22, 3 millions d'actifs. 3,6 millions d'actifs sont payés à un taux inférieur au SMIC. La France est un pays à bas salaires. Mais pour le patronat ça ne suffit pas.

La campagne contre le coût du Travail a comme fonction la culpabilisation. Un ouvrier d'Addis Abeba, en Éthiopie, émarge à 42 euros par mois en octobre 2012 dans une usine de chaussures délocalisée là par les... propriétaires chinois ! Tant que le salarié, ici, n'aura pas fait la concession de l'alignement de son salaire sur le revenu éthiopien, les rapaces du Medef mèneront leur campagne. Ce fut le sens des One Euro Job du chancelier allemand Schroeder dans son « agenda 2010 ». Des millions de travailleurs pauvres en sont nés. Il y aura toujours un point du globe où le travail coûtera moins cher. Cette course est sans fin. C'est le coût du capital et de sa politique qui est exorbitant. Le coût du capital (dividendes et intérêts) comprend l'exigence de renflouement permanent des banques. Dernières en date, Dexia et la banque Peugeot. Rien n'est trop beau pour le banquier.

Le « coût du travail » est cloué au pilori pour justifier l'offensive patronale visant à flexibiliser le salaire, le rendre aléatoire, saisonnier, selon les carnets de commandes. D'où l'exigence patronale d'en finir avec le CDI, qui garantit le salaire indépendamment des fantaisies destructrices du marché. Les patrons n'ont rien d'autre en tête que de « restaurer leurs marges », c'est-à-dire leurs profits. Avec cynisme, ils jettent l'emploi à la casse comme une marchandise trop abondante. Et ils comptent sur l'extrême droite pour dévoyer la colère des chômeurs vers le bouc émissaire du moment (les Roms, les fonctionnaires...).

Dans le « coût du travail », il y a la Sécurité sociale, le salaire socialisé sous forme de prestations (santé, accident du Travail, vieillesse...). Le patronat exige le transfert des cotisations sociales employeurs vers le contribuable. Ce que les patrons payaient au salarié de façon indirecte et socialisée, ce serait aux salariés de le payer. D'où les fantasmes sur la CSG ou la TVA, qui viendraient prendre la place des cotisations patronales. Les mille et une exonérations dont le patronat bénéficie ne lui suffisent plus. Il ne veut plus payer, quitte s'il le faut à abattre un pan entier de la Sécu.

Le Capital considère que la crise est l'aubaine d'une vaste purge de tous les droits sociaux, salaire compris. Il ne consentira à réinvestir que s'il réussit à amoindrir durablement le niveau des rémunérations et de la couverture sociale.

**Chômage**. Qui le crée ? Le salaire ? Chaque salarié serait, du seul fait qu'il possède une feuille de paie, responsable du chômage ? Les employeurs ont le pouvoir exclusif et sans frein de licencier. Pourquoi créent-ils et entretiennent-ils soigneusement le chômage ? Pour des raisons économiques ? Mais le patronat n'a même plus à justifier les causes économiques des destructions d'emplois. Bénéficiaire ou non, coté ou non en Bourse, le groupe ou l'une de ses entreprises a intérêt que le chômage atteigne des Himalaya.

Le chômage répand l'arme dissuasive, la peur.

Le chômage de masse et durable est le meilleur levier pour la baisse du coût du Travail.

Le patronat fauche l'emploi par centaines chaque jour. C'est un choc massif qui ébranle tout l'édifice social.

La consommation s'effondre, alors que l'économie nationale repose à plus de 60% sur la demande intérieure.

Les cotisations sociales sont amputées, ce qui fragilise un peu plus chaque jour la Sécurité sociale, alors qu'elle est un puissant facteur de résistance sociale à la crise.

Ces manques en pouvoir d'achat et cotisations sociales génèrent encore plus de pression sur l'emploi par les plans d'austérité du gouvernement couplés aux plans de licenciements patronaux. La spirale de la récession est en route. Et celle de la misère sociale également.

Combien de chômeurs ? La propagande est bien faite parce que nul indicateur ne reflète exactement le nombre de chômeurs. L'Insee ne recense que les chômeurs inscrits, alors que beaucoup de jeunes ne le sont pas et que beaucoup d'autres, de guerre lasse, ne se font plus recenser.

3 057 900 étaient sans emplois au 1er septembre 2012.

1 457 600 exerçaient une activité réduite, courte ou longue à la même date.

248 500 étaient sans emploi mais, contrairement aux précédents, non tenus de « faire des actes positifs de recherche d'emplois ».

Soit plus de 5 millions, tout confondu ! Et c'est ce capital chômage que le patronat veut faire fructifier. Imaginez un pays dans lequel les jeunes sont sans emploi, les vieux sont au chômage, ceux qui ne sont ni jeunes ni vieux soumis à la peur, l'incertitude du lendemain. Ce pays de cocagne, c'est celui de Parisot, de Gautier-Sauvagnac (ex-chef de l'UIMM bientôt en correctionnelle pour son omerta dans une puante histoire de caisse très noire), d'Ernest Antoine Seillière de Laborde, un de Wendel par sa mère (dans l'œil du cyclone de la Brigade financière).

**Compétitivité** Ce mot déclenche un grand délire, celui qui agite les sarkozystes et les patrons, avant l'annonce du rapport de l'ancien patron Gallois. Compétitivité ? C'est la capacité à maintenir ou augmenter ses parts de marché face à la concurrence.

La compétitivité est le bûcher monté par le patronat pour brûler le salaire. Les patrons sont-ils incapables d'exporter les produits créés par les salariés ? C'est la faute au salaire ! Les patrons, qui exportent à 60 % dans la zone euro, sont-ils incapables de garder leurs parts de marché ? C'est la faute au salaire ! Même si les exportations vont principalement en Allemagne, là où les salaires plus élevés ? Pas le savoir, c'est la faute au salaire ! Le prix du produit ? Rien du tout, c'est la faute au salaire ! Le taux désastreux de change de l'euro qui défavorise les exportations hors Europe ? Non, c'est la faute au salaire ! Les marges excessives prélevées par les actionnaires dans l'établissement du prix du bien à exporter ? Des nèfles, c'est la faute au salaire !

La compétitivité formulée comme une condamnation a priori du salaire place le salarié, coupable, forcément coupable, dans le dilemme suivant : l'entreprise exige le meilleur de lui-même, bien au-delà de sa qualification professionnelle. L'heure est au sacerdoce en entreprise. En échange de quoi, l'entreprise explique au salarié que, malgré cet engagement exigé, il est licencié à tout moment et son salaire appelé à baisser de toute façon. Et après ça, on nous endort avec des « risques psycho-sociaux » que des préventeurs sont chargés de déminer. Mais le mal dont souffrent les salariés, c'est le durcissement de l'exploitation capitaliste ! Pas de troubles personnels !

**Sortir des 3 C par la mobilisation, il n'y a pas d'autre choix. A moins d'être pris durablement pour des C...**

*texte rédigé par un syndicaliste de la FILPAC-CGT, signalé par Jean-Jacques Langlois.*

## **Retour du Bénin**

*Pierre Colas*

Avec ma femme et mon petit fils, je rentre d'un voyage « équitable » au Bénin (ex Dahomey). Les impressions et informations que j'en rapporte sont multiples et surprenantes.

Le Vaudou, que comme la plus part des Français, j'assimilais aux poupées truffées d'aiguilles pour jeter un sort, se révèle très positif, au contraire.

C'est un ensemble d'histoires, dans le genre de la mythologie grecque, qui mettent en scène des divinités ou des ancêtres. Comme toute la population les partage, cela crée une véritable unité, qui efface les clivages des religions et contribue à la paix sociale. Musulmans ou chrétiens, catholiques ou évangélistes, ils respectent le Vaudou et les retombées pratiques sont multiples. Une grosse graine posée sur un véhicule sert d'antivol, car le voleur serait victime des divinités. Une forêt sacrée ou une partie de lagune où sont les ancêtres, deviennent des réserves naturelles.

Le centre Songhaï à Porto Novo développe et enseigne des techniques agricoles et d'élevage intégrées. C'est un vrai modèle d'économie, accessible avec les ressources naturelles et éventuellement des machines simples, produites localement. Cette approche écologique sans intrants, puisqu'ils produisent même leur énergie, peut servir de modèle à nos cultivateurs productivistes de la FNSEA.

Comme l'enseignement est largement offert, la population est informée et le contrôle des naissances est pratiqué.

Dans l'ambiance générale conviviale et joyeuse le niveau de vie ultra simple évolue positivement. Les vieilles Peugeot et camions Renault roulent au milieu des 4X4 et motos asiatiques.

Les pays voisins francophones, comme le Togo et le Ghana, sont politiquement et économiquement plus à plaindre; le Bénin voit affluer des immigrants très pauvres, qui se fixent sur la bande côtière et survivent en pratiquant la pêche à la senne. Cette surpêche contribue à l'épuisement de la ressource.

En conclusion ce voyage dans de très beaux paysages de lagunes, avec une gastronomie à base de poissons et de crudités, permet de vivre en plein accord avec les habitants; de partager leurs activités quotidiennes, en un mot de les aimer.

PS L'organisation T.D.S., avec laquelle nous avons effectué ce voyage, a été présentée dans une soirée débat d'Attac par son président d'honneur et créateur qui est Montrougien.

T.D.S. Voyage BP30613 - 22 rue du Maine 49106 Angers Cedex 02 Tel 02 41 25 23 66 / 02 41 25 08 43

Courriel: [contact@tourisme-dev-solidaires.org](mailto:contact@tourisme-dev-solidaires.org) [www.tourisme-dev-solidaires.org](http://www.tourisme-dev-solidaires.org)

---

## **-----Rêver le travail** 2012

*Compte-rendu de la réunion Attac92 à Montrouge, le 8 novembre*

Si l'exigence d'un autre partage des richesses reste une question politique et syndicale très importante, il existe une autre question rarement débattue : le travail.

Le travail n'est pas seulement un rapport de subordination pour obtenir un salaire. Les professionnels, loin d'être passifs, sont toujours à l'origine de productions collectives originales, de nouvelles normes, de ressorts inattendus. Mais lorsque l'organisation du travail les prive de ces capacités d'action sur leur travail et leur milieu de travail, ils sont dépossédés de leur pouvoir d'agir, et ils risquent même d'en faire une maladie.

Tel était le sujet de la réunion publique ATTAC 92 tenue à Montrouge le jeudi 8 novembre.

*Jean-Luc Tomàs*, psychologue du travail, chercheur au CNAM (spécialiste de l'analyse de l'activité des professionnels), maître de conférences, introduit la réunion.

Il commence par remercier ATTAC 92, l'Union Locale CGT Montrouge-Malakoff-Vanves, et le collectif Front de Gauche (dont plusieurs représentants participent à la réunion), en observant que, pour ces diverses organisations, le sujet retenu, « rêver le travail », représente « un pas de côté » par rapport à leurs préoccupations habituelles. Les organisations politiques et syndicales ne prennent pas assez en compte le potentiel politique du travail.

La question du travail divise plus la gauche que la droite.

La psychologie du travail semble condamnée à la prise en compte individuelle des souffrances au travail. On porte sur le travailleur en souffrance un regard compassionnel, et on cherche à l'aider à sortir de ses difficultés par une démarche personnelle. Mais c'est moins les travailleurs qu'il faut soigner que le travail. Il faut plutôt redonner aux travailleurs un pouvoir d'agir sur leur travail. Ni la compassion ni la souffrance ne peuvent fonder une politique.

Pour les politiques (y compris de gauche), le travail est vu sous le prisme de l'emploi, et du salaire. Les théoriciens ont dégagé la notion d'aliénation (cf **Lucien Sève**, « Aliénation et émancipation »).

Mais cela laisse de côté tout un enjeu politique et social, la valeur anthropologique du travail, la fierté du métier, du travail bien fait. L'aliénation est une impuissance à agir. La psychologisation des rapports sociaux fait des ravages.

Avec les nouvelles technologies, le travail perd de son sens. Les nouvelles technologies pourraient être utilisées de façon toute différente.

La réponse de la gauche est distributive, elle vise à mettre en place des amortisseurs sociaux.

Il existe une autre gauche, à tendance minoritaire et perdante (illustrée par **Bruno Trentin**, CGIT), qui demande plus de liberté et de pouvoir sur les lieux de production.

La liberté se conquiert sur les lieux de travail. Le travail est l'enjeu majeur de la politique.

Après cette introduction, nous voyons le film de **Marcel Trillat**, « Rêver le travail », où des travailleurs dans des domaines très différents (jardinier, caissière, juge, infirmière, ...) parlent de leur travail.

## **Débat**

**Cécile.** L'important, c'est de pouvoir intervenir sur les décisions. A noter une décision gouvernementale qui marque un progrès : les salariés pourront intervenir au Conseil d'Administration de leur entreprise. On devrait parler de coopérative. C'est la solution logique.

**Claire.** La fierté du travail, ça compte ! J'entends souvent le mot « figoler »... Mais à l'infirmerie FNAC, on se servait de notre amour pour notre métier (la passion des livres, des disques, ...) pour nous exploiter davantage.

**Delphine.** Le film était intéressant car il montre le travail sous un jour positif.

Mais quand même, on souffre au travail. La place des femmes n'est pas assez abordée.

Dans ma recherche d'emploi, je vois des barrières qui se dressent, de plus en plus...

**Daniel.** Les gens ont envie de se réaliser, et de s'épanouir dans leur travail. Mais le demandeur d'emploi, comment peut-il le revendiquer ?

**Françoise.** Le salarié, quelle est sa marge de manoeuvre ? L'infirmière, quelle est sa marge de manoeuvre ? Le travail est au coeur de la vie de chacun. On voudrait retrouver fierté, plaisir, gratification. Mais on est coincé par un management qui nous dépasse.

**Lydia (inspectrice du travail).** Nous, on a des objectifs chiffrés, on nous a dégradé les conditions de travail. Oui, le travail doit être un épanouissement. Mais si on n'a pas la possibilité de peser sur le choix des patrons, dans le privé, ou des ministres, dans la fonction publique, on n'a pas de prise, c'est compliqué. Alors on se rabat sur les salaires, les conditions de travail.

**Jean-Christophe.** La question de l'épanouissement au travail n'a-t-elle pas un lien avec la qualification du travail ? Quel sens peut-elle avoir pour le livreur de sushi ?

Quand on dénonce le management anglo-saxon, on externalise le problème. Aux Etats-Unis, bien qu'Anglo-saxons, les travailleurs ont le même problème. Il y a une bureaucratisation du travail.

**Lydie.** Oui, on est en permanence contrôlé sur tout.

**Frédéric.** Le travail n'est pas au coeur du débat politique. On parle plutôt emploi. Mais c'est par le travail qu'on se construit.

Au coeur de l'entreprise, il y a l'antagonisme de classe. Le travail, c'était pour moi l'aliénation. Mais je m'aperçois que le travail m'apporte énormément. Le désarroi des chômeurs est réel. Les dealers font du trafic de drogue comme un travail.

Il ya une ambivalence.

**Catherine.** Ceux qui ont témoigné dans le film ont dit qu'ils ne pouvaient plus faire correctement leur travail. Le travail se tue lui-même. Jusqu'où va-t-on ?

**Gaétan.** Y aurait-il manque de personnel ?

**Cécile.** C'est une violence sur la personne, de la mettre en situation de bâcler son travail. Je travaille à l'hôpital. Ils suppriment les secrétaires, les brancardiers, ils multiplient les contrôles. Tout ce travail retombe sur nous, les soignants. L'ambiance s'est dégradée.

**Claire.** J'ai passé six heures aux urgences. Personne n'avait le temps pour aider les personnes qui attendaient d'être soignées.

**Jean-Jacques.** Qu'est-ce qui a changé depuis une trentaine d'années ? Il y avait un attachement à la belle ouvrage. La fierté du travail existait. Les mineurs étaient fiers. Idem pour les salariés des grandes entreprises (même si les conditions de travail étaient en apparence beaucoup plus dures qu'aujourd'hui). Les gens entraient sans qualification, et à l'intérieur de l'entreprise, progressaient. Aujourd'hui, on reste sans qualification jusqu'à la fin de sa vie professionnelle. Le débat que nous avons est réjouissant. On nous a bassiné avec « la fin du travail ». Mais on est tout le temps dans le travail. Il y a quelque chose dans l'entreprise qui tue le désir de bien faire son boulot. A France Télécom, il y avait le goût du travail. Puis ça s'est

dégradé. Jusqu'à la vague de suicides que l'on connaît. L'orientation financière donnée aux entreprises a tué la finalité du travail et de l'entreprise.

**Jean-Christophe.** Je suis ingénieur dans la partie Recherche et développement de mon entreprise. Nous aussi, nous sommes concernés par l'absurde bureaucratisation. On a passé une après-midi, à trois ingénieurs, à faire l'exégèse de procédures pour voir comment remplir un formulaire. Quel perte de temps ! On génère nous-mêmes notre bureaucratie. Par ailleurs, je doute de la pertinence de la distinction entre le capitalisme « industriel » et le capitalisme « financier », le premier étant jugé moins détestable que le second.

**Jean-Luc Tomàs.** Certes, on peut mettre en cause la financiarisation. Mais Lénine, Staline, le PCF, ont loué le taylorisme, le stakhanovisme, le modèle de rationalisation du travail.

La politique elle-même se construit sur le modèle taylorien : il y a ceux qui pensent (l'avant-garde éclairée), et il y a les exécutants (qui vont aux manifs).

Qu'est-ce qu'on peut faire ? Si les syndicats, les partis, pouvaient relayer l'idée que le travail ne se réduit pas au salaire et à l'emploi, ce serait bien !

Il faudrait mettre en avant des instances dans lesquelles la *qualité* du travail se discute. Dans les Comités Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT), il y a des guerres de tranchées entre dirigeants et élus pour parler, j'exagère à peine, de la couleur du papier toilette.

La qualité du travail engage des questions écologiques. Comment on s'y prend pour faire du bon boulot, ça se discute. Derrière les questions de harcèlement, c'est des problèmes de travail qu'il y a. La bureaucratisation croissante dont témoigne Jean-Christophe indique que l'URSS est devant nous !

Pourquoi on continue ? Parce que la question du travail est lâchée par la gauche. Rien chez Mélenchon, rien à la CGT ! On a fait les 35 heures pour se développer dans le monde hors travail.

**Daniel.** Oui, l'URSS est devant nous ! A Cap Gemini où je travaille, la bureaucratie est délirante, au point qu'on y consacre parfois plus de temps qu'à notre boulot proprement dit !

Les organisations politiques, patronales, et parfois, peut-être même syndicales ont adopté le taylorisme avec enthousiasme ? Oui, car pour ces dernières, le taylorisme créait des réflexes collectifs. Aujourd'hui, on casse les solidarités en dissolvant les collectifs de travail, en individualisant les tâches, on ne sait plus qui décide, le décideur est une instance lointaine, désincarnée... C'est justement la différence entre le capitalisme « industriel » et le capitalisme « financier » : le témoignage du métallurgiste savoyard dans le documentaire est éloquent à cet égard : la direction de son usine était incarnée, présente sur place avant que son entreprise devienne la propriété d'institutions financières. Aujourd'hui, personne ne sait plus à qui rapporter les problèmes concrets à surmonter.

**Jean-Paul.** Aujourd'hui, j'ai rencontré un travailleur heureux. C'était un jardinier de la ville qui nous a expliqué qu'on ne mettait plus d'engrais mais qu'on broyait les mauvaises herbes et qu'on s'en servait comme engrais...

On a dénoncé le fait que les organisations politiques elles-mêmes sont construites sur un modèle taylorien, avec coupure entre ceux qui décident et ceux qui exécutent. A ATTAC, nous cherchons au contraire à amener les citoyens à parler eux-mêmes des questions qui les concernent, c'est le cas de la réunion d'aujourd'hui...

Il y a trente ans ou plus, le débat politique était beaucoup plus imaginaire, insolent, qu'aujourd'hui. Il n'est que de relire les « Charlie Hebdo » de l'époque ...

On parlait en particulier (est-ce le PSU ou la CFDT qui en ont parlé en premier ?) du triptyque, qui devrait à mon sens être encore notre horizon : autogestion – propriété collective des moyens de production et d'échange – planification démocratique. L'autogestion, c'était la revendication de décider nous-mêmes, sur notre lieu de travail, de notre travail.

La fin du travail ? En tout cas la revendication de réduction du temps de travail reste une revendication juste, et d'actualité, avec le chômage considérable que nous connaissons. C'est une conséquence de l'automatisation, qui est un progrès, et c'est une tendance lourde depuis deux siècles.

**Claude** (Union Locale CGT Montrouge-Malakoff-Vanves). Dans ce film, on voit combien les gens sont amoureux de leur boulot. Et parfois frustrés de ne pouvoir mieux le faire. Quelqu'un dit « *le travail que je fais me dégoûte, on ne me donne pas les moyens de le faire* ». « *Au service public, au service des gens* ». « *Le jardin pour son âme* ».

Ça me pose problème que les gens ne s'épanouissent plus. Et on a entendu le témoignage d'une jeune fille demandeuse d'emploi dans le documentaire : « *chercher un travail devient un métier* » ! Où on va ? Il faut guérir le travail.

**Marie.** Je suis en boutique. Le plus important, c'est le salaire. Mais aussi, l'ambiance ! Ce qui me choque le plus : on recrute des stagiaires pas payés (400 €) qui font le même travail qu'un salarié en CDD ou en CDI !

**Lydia.** La fierté de travailler dans des boîtes prestigieuses a chuté (on externalise, on met des stagiaires, des CDD, des intérimaires...), les statuts sont différents. On a tué les collectifs. Le patronat a sa part de responsabilité.

**Lydie.** Il y a des salariés épuisés par leur travail.

Je suis perplexe : la médecine du travail a mis en place dans mon entreprise un questionnaire sur le stress. Les salariés se demandent s'il n'y a pas un piège, s'ils peuvent répondre franchement ce qu'ils pensent.

**Jean-Luc Tomàs.** Le travail est clivé à gauche. Je ne suis pas d'accord pour dire que ce n'est pas central. Le travail a une fonction politique majeure. C'est un enjeu civilisationnel. Quelle cité voulons-nous ? quelle Terre voulons-nous ?

Qu'est-ce qu'on fait ? La seule solution : organiser un cadre démocratique pour définir ce qu'on veut produire et comment on le produit. Si on place le travail au centre, c'est la meilleure façon de discuter de la condition du salariat.

**Lydia.** Mais tout le monde ne travaille pas. Il peut y avoir des activités hors du monde salarial.

**Cécile.** J'ai vu des entreprises autogérées où les gens avaient l'air heureux.

**Jean-Jacques.** Je ne veux pas choisir ce qui motive les gens pour entrer dans l'action.

.... Il faut libérer la salle, la discussion aurait pu continuer longtemps encore....

**Commentaire de Jean-Jacques :** Je rajouterai juste pour ce qui concerne ma 1ere intervention : le sentiment d'absurde dans l'organisation du travail qui m'a été raconté par les ouvriers des ateliers SNCF Chatillon-Montrouge. A lire le CR je m'aperçois combien la réunion a été riche, alors qu'à chaud en discutant avec Marie on avait une impression mi-figue mi raisin de difficultés de rencontre entre la théorie , la pratique et les témoignages (vieille question marxiste mais pas seulement: instinct de classe-conscience de classe- visée de dépassement du capitalisme) Il nous semble aussi que la différence entre petite entreprise et grandes doit être notée(j'ai du le dire dans ma deuxième intervention)

J'aurais voulu dire aussi à Jean-luc que bien sur les organisations syndicales, politiques, associatives ne sont pas parfaites mais qu'elles sont faites de beaucoup de dévouement humain et que ça je le respecte même si le besoin d'éducation populaire se fait sentir et que quelques jeux imbéciles de pouvoir sont pénibles.

Je termine avec Ferrat :

En groupe en ligue en procession Et puis tout seul à l'occasion J'en ferai la preuve par quatre S'il m'arrive Marie-Jésus D'en avoir vraiment plein le cul Je continuerai de me battre On peut me dire sans rémission Qu'en groupe en ligue en procession

On a l'intelligence bête Je n'ai qu'une consolation C'est qu'on peut être seul et con Et que dans ce cas on le reste.

**Commentaire de Claude Delemailly, secrétaire général de l'UL CGT**

Je pense que cette réunion ne doit pas en rester là concernant la souffrance au travail.

Nous devrions avoir d'autres initiatives vers les salariés des grandes et petites entreprises via des réunions à mettre en place dans les MVA (Maisons de la Vie Associative.) Nous avons juste besoin de quelques bonnes âmes pour aider l'organisation et de la disponibilité de certains d'entre nous.

Pour information lors de la formation CHSCT du service public à l'UL de Malakoff, j'ai passé ce film et là aussi le débat était intense, ce qui me fait dire que nous pouvons toucher beaucoup de salariés touchés par ce problème de souffrance au travail et de risques psychosociaux.

**Commentaire de Jean-Luc Tomàs :** Je suis d'accord avec toi, en tout cas, et de mon côté, je peux me rendre disponible pour poursuivre cette expérience. Je me permets cependant d'émettre un bémol : je pense qu'il serait de bon ton de ne pas trop insister sur la "souffrance au travail" mais sur les actions permettant d'agir pour transformer le travail.

Cette voie permettrait peut-être de ne pas "tomber" dans des discours généraux - finance, économisme, patrons méchants, etc. - ou des témoignages vécus qui inhibent la pensée sur l'action.

Si c'est cette ligne de pente qui est retenue, je veux bien en faire partie et je peux également proposer quelques idées pour dynamiser la question - cruciale et complexe - de l'action

---

**Notes de lecture d'Eric Colas: "Saison Brune" de Philippe Squarzoni, Ed. Delcourt, 2012, 477 p.**

Philippe Squarzoni a publié en 2007, le déjà très remarqué "Dol" sur les conséquences sociales des politiques néo-libérales des années Chirac et Raffarin, entre autres (déjà !) sur "la" réforme des régimes de retraites. Il revient cette fois-ci avec un livre sur l'écologie : le changement climatique !

C'est une rencontre avec le lecteur, s'il se laisse happer par les questionnements que porte le narrateur, s'il associe ses propres interrogations à celles du livre, texte et cases de dessin. Quelques notes de ma rencontre avec *Saison brune* : mes interrogations prises dans les siennes.

C'est une enquête journalistique à base d'interviews de chercheurs connus, reconnus, ou pas encore bien connus, dont il recoupe les explications, les exemples. Il les fait se croiser et c'est fluide !

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, le réchauffement climatique est très bien expliqué, les gaz à effet de serre, le dégel du permafrost, la fonte de la banquise, celle du Groenland, etc ... Mais tout cela, toutes ces explications, ne feront pas changer le monde, sinon ça se saurait et le prix Nobel décerné à Al Gore aurait apporté quelque chose à l'humanité, tous ses habitants et sa planète.

Ce livre est une BD, avec ses cases, ses bulles, un texte concis et affûté, une mise en scène affûtée, mais ce n'est pas cela l'essentiel. Ce livre n'est pas celui d'un scientifique, ni d'un amateur passionné qui a travaillé son sujet. C'est celui d'un citoyen du monde qui se demande ce que tout cela a à voir avec lui, sa vie, son mode de vie, en quoi ça le concerne, ce qu'il peut y faire. C'est le militant qui se cherche, qui veut trouver ce qu'il peut faire, l'action à monter au delà de la compréhension du phénomène, de l'acquisition de connaissances qui le bouleversent. Serais-je seul avec ce bouleversement en moi ? Pourquoi le monde n'a-t-il pas changé depuis que j'ai compris tout cela ?

Pour arriver à toucher le lecteur, il faut un peu plus de vie, il faut y mettre du sien, y mettre de sa vie, celle de l'écrivain en narrateur. Et il la raconte un peu sa vie, celle qui se déroule pendant l'écriture, là où ce travail le bouscule et rencontre des événements de sa vie. Et c'est le temps qui défile : son enfance, ses montagnes, sa vie d'aujourd'hui, sa compagne, son chien qui vieillit avec ce livre qui avance, etc ... Le temps passe, les dates butoirs se franchissent et rien ne se passe. Rien qui viendrait infléchir la course à la catastrophe.

Est-il trop tard ? Combien de temps reste-t-il avant que le changement tant redouté et si bien expliqué n'arrive ? Est-ce bientôt trop tard ? Le trop tard, c'est maintenant ? Ça a déjà commencé, ça commence quand "trop tard" ? Et trop tard de quoi, d'un

petit changement, d'un grand changement ? Et après il y aura quoi ? Y aura-t-il d'autres trop tard, après ? Peut-on se contenter d'attendre le prochain trop tard ? Ou changera-t-on de catégorie de trop tard ?

Plus pragmatique : les gaz à effet de serre, le CO<sub>2</sub>, peut-on encore faire quelque chose ? Mais ce quelque chose à quoi servira-t-il, à qui servira-t-il ? Utile maintenant, pour moi, pour la planète d'aujourd'hui ? Celle de plus tard, pour qui ? Qui sera là à ce moment ? Pour qui changer de mode de vie ? Pour soi, est-ce encore le temps ? Pour qui après soi ?

Quel changement pouvons-nous constater ? Y a-t-il déjà des modifications constatables, les saisons ont-elles déjà changé ? Une nouvelle saison peut-elle être créée ? Qu'est-ce que ce sera le signe pour tous de l'arrivée de ce changement ?

Encore plus pragmatique : Que faire ? Tout seul ? Et les autres que font-ils ? Que faire avec les autres ? Est-ce que ce sera suffisant ? Mais suffisant à quoi ? À ne pas dépasser quelle borne ? La borne après le début du réchauffement ? Au delà des 2 degrés qui eux ne seront plus évités ? Ou les 4 à 6 degrés qui arriveront si on continue à ne rien faire ?

Pragmatique du mode de vie occidental : à quoi sert de ne pas prendre cette avion et consommer tout ce CO<sub>2</sub> ? À quoi ça sert, si je suis le seul à le faire ? Quel impact sur ma vie que de renoncer à ce déplacement ? Est-ce ce renoncement qui changera quelque chose à la planète ? Et si d'autres font aussi ce renoncement, à quoi arriverons-nous ?

On redécouvre le fonctionnement du GIEC, mandaté par l'ONU, pensé dès le départ de manière participative pour que les "décideurs nationaux" puissent s'approprier les conclusions scientifiques et en déduire des actions politiques, que le peuple puisse aussi parler cette langue mi-scientifique mi-diplomatique et prendre à compte ce savoir, ces questionnements, faire pression sur leurs représentants qui décident pour eux en leurs noms.

Le livre s'arrête après une revue des alternatives possibles, des solutions à créer, des innovations sur le principe de la sobriété. L'auteur esquisse son propre point de vue en favorisant le cheminement du lecteur.

Quelques liens : présentation du livre sur le site de l'éditeur : <https://www.editions-delcourt.fr/special/saisonbrune/>  
et quelques extraits de pages à feuilleter : <https://www.editions-delcourt.fr/special/saisonbr>

---

## Courrier des lecteurs

**Marie-Claude Treilhou.** Votre édito est formidable, parce qu'il condense clairement la situation globale dans laquelle nous sommes. Malheureusement, on présente toujours les choses au coup par coup, réagissant sectoriellement au cas par cas, et ça finit par faire perdre cette vision générale, qu'il faut rappeler.

**LG.** Merci pour cet envoi. J'en profite pour vous signaler un dossier sur Fessenheim que par hasard je viens de connaître à l'instant <http://www.actu-environnement.com/ae/news/fermeture-fessenheim-edf-asn-loi-surete-16916.php4>

---

Pour lire ou relire les anciens numéros d' *Angle d' ATTAC* 92 36 à 61 : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111>  
et *CMM* 90 à 99 : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>  
Pour les Compte rendus des Assemblées Générales, on les a dans Vie de l'Assoc->Attac92, ici :  
<http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique149>

---

## Agenda

- |                          |           |  |
|--------------------------|-----------|--|
| 1 <sup>er</sup> décembre | Montrouge | <b>Droit de mourir dans la dignité</b><br><b>Philippe Lohéac</b> , délégué général de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité, animera une réunion publique au côté de <b>Christine Feltin</b> , déléguée de l'ADMD pour les Hauts-de-Seine<br><b>14h30</b> , Maison des associations, 105, avenue Aristide Briand – entrée libre  |
| 3 décembre               | Paris 14  | <b>La gueule de l'emploi</b> , film de <b>Didier Cros</b> -<br>Débat avec l'auteur, et (sous réserve) <b>Gérard Filoche</b> , inspecteur du travail<br>Projection –débat organisée par AttacParis 14<br><b>20 h</b> , Aux 7 Parnassiens, 98, boulevard du Montparnasse   |
| 3 décembre               | Antony    | <b>La fiscalité s'intéresse à vous, intéressez-vous à la fiscalité !</b><br><b>20 h30, salle Henri Lasson</b><br>Réunion publique attac92, avec la participation de <b>Vincent Drezet</b> , secrétaire général du syndicat Solidaires finances publiques membre du Conseil scientifique d'ATTAC.<br>Trop d'impôts? Pas assez? Lesquels? Qui les paie? Pour en faire quoi?<br>L'impôt peut-il être un instrument efficace de redistribution de justice sociale contre les inégalités?<br>TVA sociale, augmentation du nombre de tranches des impôts sur le revenu, taxation des exilés fiscaux, taxation minima des entreprises du CAC 40....qu'en est-il de toutes ces propositions?<br>Faut-il réhabiliter l'impôt et pourquoi ?<br>Quelles pistes pour une fiscalité plus juste? |
| 4 décembre               | Bagneux   | <b>Les voies de sortie de la crise:</b><br><b>quelles alternatives à la domination des marchés et de la finance ?</b><br>conférence de <b>Dominique Plihon</b> , professeur de sciences économiques à l'université Paris XIII,   |

co-président du conseil scientifique d'Attac, membre des "économistes atterrés",  
co-signataire de la tribune des 120 économistes : "l'austérité aggrave la crise":  
médiathèque Louis Aragon, 2, avenue Gabriel Péri , de 19 h à 21 h

**du 5 au 9 décembre Paris XII** **"Le Tribunal Populaire des Banques"**, par *la compagnie NAJE et Attac*  
au Théâtre de l'Epée de Bois/La Cartoucherie - Paris 12ème (Vincennes).

**6 décembre Montrouge** **Notre-Dame-des-Landes** : réunion publique, création d'un comité local  
**20 h, Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand**

Conçu, il y a plus de quarante ans le projet de construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes l'a été dans un tout autre contexte. Une résistance locale n'a cessé de dénoncer le projet faisant la preuve de son irrationalité économique, sociale et environnementale. A partir de l'occupation de quelques hectares du bocage nantais, les opposants à l'aéroport se réapproprient des espaces, se battent contre le bétonnage des terres, la destruction des zones humides et de la biodiversité... ATTAC Montrouge exprime sa solidarité à ceux et celles qui luttent sur place et lance un appel aux organisations politiques et associatives pour fonder un comité local (déjà soutenu par EELV, le PG et Convergences et Alternative).

**11 décembre Malakoff** **Un petit cas de conscience**, film de *Marie-Claude Treilhou*  
Avec *Ingrid Bourgoïn, Dominique Cabrera, Claire Simon, Marie-Claude Treilhou, André Van In et Alain Guiraudie*, et *Louis et Anas Seguin*  
Au Forum des Images, à 16 h30

**du 15 au 20 décembre Paris XII** **"D'un Retournement l'Autre"**,  
Comédie sérieuse sur la crise financière, en quatre actes et en alexandrins de *Frédéric Lordon*  
par *la compagnie Fractal Julia, la compagnie Ultima Chamada et Attac*  
au Théâtre de l'Aquarium / La Cartoucherie -Paris 12ème (Vincennes).

## Organisation d'ATTAC 92

**Siège social**: chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart [attac92@attac.org](mailto:attac92@attac.org)

**Site internet**: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) ([web.attac92@attac.org](mailto:web.attac92@attac.org))

**Président d'ATTAC 92** : Jean-Louis Michniak [president.attac92@attac.org](mailto:president.attac92@attac.org)

**Secrétaire** : Eric Colas [secretaire.attac92@attac.org](mailto:secretaire.attac92@attac.org)

**Vice-secrétaire** : Sophie Maloberti

**Trésorier** : Hubert Guérinet

**Trésorière-adjointe** : Rosette Kebabdjian

**Fichier** : Nicolas Lasman

**Correspondant Electronique Local** : Jean-Paul Allétru

**Groupes de proximité** :

**Bagneux** : Daniel Monteux      **Asnières** : Guy Rodary      **Clamart** : Thérèse Villame

**Antony** : Cécile Ganeval, Florence Lauzier, Hubert Nadin      **Colombes** : Bernard Kervella, Adda Bekkouche

**Clichy** : Jean Quebre, Marthe Chabrol      **Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien** : Cyril Pocréau

**Courbevoie** : Annie Reynaud      **Montrouge** : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas

**Genevilliers** : Nelly Viennot

## Bulletin d'adhésion 2012

**NOM (en capitales)** : ..... **PRENOM** : ..... **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

**Date de naissance** : ..... **Profession** : .....

**Adresse** : ..... **Code postal** : ..... **Ville** : ..... **Pays** : ..... **Téléphone fixe**

..... **Mobile** : .....

**Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac)** : .....

**J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme ( comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :**

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de .....

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres :      date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex – France Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60  
Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas ([president.attac92@attac.org](mailto:president.attac92@attac.org))